



Projet-pilote de responsables d'un service de garde éducatif en communauté

DIRECTIVE - VERSION MAI 2022

Coordination et rédaction

Direction de l'encadrement du réseau et de la qualité des services
Sous-ministériat à la main-d'œuvre et à l'encadrement du réseau

Pour information :

Renseignements généraux

Ministère de la Famille

425, rue Jacques-Parizeau, 4^e étage

Québec (Québec) G1R 4Z1

Ligne sans frais : 1 855 336-8568

© Gouvernement du Québec

Ministère de la Famille

ISBN 978-2-550-91571-3 (PDF)

Dépôt légal – Bibliothèque et Archives nationales du Québec, 2022

21-077-30_w3

Table des matières

Énoncé de principe	4
Cadre juridique	4
Champs d'application	5
Clientèle visée	5
Projets visés	5
Conditions.....	5
Spécificités du projet	5
Locaux.....	6
Ententes.....	7
Responsabilités du bureau coordonnateur	8
Dépôt d'un projet	9
Analyse des projets.....	9
Suivi et évaluation des projets-pilotes.....	10
Renouvellement annuel	10
Évaluation finale	10
Responsabilité de l'application de la directive.....	10
Entrée en vigueur.....	10
Annexe : Exigences minimales.....	11
Aménagement des locaux dans le cadre du projet-pilote.....	11
Adaptations aux normes de reconnaissance des RSGE participant à un projet-pilote de service de garde en communauté	12

Énoncé de principe

Avec le lancement de son grand chantier pour les familles en octobre 2021, le ministère de la Famille (Ministère) désire compléter et moderniser son réseau des services de garde éducatifs à l'enfance (SGEE). Afin de mieux répondre aux besoins des parents du Québec, le Ministère fait de la consolidation de la garde en milieu familial une de ses priorités. Ce type de garde compte actuellement pour 30 % des places disponibles en SGEE et est souvent plus adapté à la réalité des familles dans certaines localités en milieu rural et dans les régions éloignées.

Les personnes responsables d'un service de garde éducatif en milieu familial (RSGE) ouvrent les portes de leur résidence pour accueillir des tout petits dans un milieu chaleureux afin de créer des conditions favorables à leur épanouissement. Pour ces RSGE cependant, la conciliation travail et vie personnelle peut être difficile. Afin de rehausser l'attractivité du métier et de faciliter la vie des RSGE, le Ministère souhaite expérimenter de nouvelles formules de garde, complémentaires à celles offertes actuellement dans le réseau des services de garde éducatifs à l'enfance. Ces nouvelles formes de garde devront conserver les principaux avantages de la garde en milieu familial, donc offrir un environnement convivial, stable, composé d'enfants d'âges différents et qui rappelle à ceux-ci leur propre milieu de vie. Les services de garde pourraient ainsi être offerts à l'extérieur de la résidence privée de la RSGE et permettre un partenariat entre des RSGE reconnues par un bureau coordonnateur (BC) ou en voie de l'être. Celles-ci conserveront leur statut de travailleuses autonomes.

Cadre juridique

La Loi sur les services de garde éducatifs à l'enfance (RLRQ, chap. s-4.1.1) prévoit que le ministre peut :

- Élaborer un projet-pilote visant à expérimenter ou à innover en matière de services de garde à l'enfance ou à étudier, à améliorer ou à définir des normes applicables en cette matière (art. 122) ;
- Autoriser, dans le cadre d'un tel projet, l'offre de services de garde selon des normes différentes de celles prévues par la Loi (art. 122) ;
- Établir par directives les normes applicables dans le cadre d'un projet-pilote (art. 23), celui-ci ayant une durée maximale de trois ans (art. 124).

Champs d'application

Clientèle visée

Cette directive s'applique aux bureaux coordonnateurs de la garde en milieu familial (BC).

Projets visés

Deux types de projets-pilotes sont admissibles :

- 1- Dans un local fourni par un partenaire de la communauté (ville, centre communautaire, milieu de travail, etc.). Le maximum d'enfants reçus est de 12 enfants.
- 2- Dans une résidence privée, que la résidence soit habitée ou non. Le maximum d'enfants reçus est de 9 enfants.

Les projets-pilotes peuvent se décliner sous différentes formes :

1. Une RSGE (seule ou avec une assistante) offre ses services à l'intérieur d'un local fourni par un partenaire de la communauté avec qui une entente est établie. Le local fourni peut être situé dans un édifice municipal, un milieu de travail, un milieu scolaire, un établissement du réseau de la santé, un organisme communautaire, etc. ;
2. Un partenariat entre deux RSGE à l'intérieur d'une résidence privée, qu'elle soit celle de l'une ou l'autre, ou dans une autre résidence privée ;
3. Un partenariat entre deux RSGE dans un local fourni par un partenaire de la communauté avec qui une entente est établie. Le local fourni peut être situé dans un édifice municipal, un milieu de travail, un milieu scolaire, un établissement du réseau de la santé, un organisme communautaire, etc. ;
4. Un partenariat entre un maximum de quatre RSGE, qui travaillent selon des horaires partagés dans un local fourni par la communauté, à raison de deux RSGE par période de garde, notamment pour permettre une offre de garde à horaires usuels et à horaires atypiques ;
5. D'autres projets similaires qui respectent l'esprit du projet-pilote et les conditions prévues¹.

Conditions

Spécificités du projet

1. Le projet doit respecter le statut de travailleuse autonome de la RSGE.

¹ Dans le cas où le projet diffère des exemples proposés, il vaut mieux faire valider l'orientation du projet-pilote par le Ministère avant d'aller plus loin dans les démarches.

2. Les règles applicables à la reconnaissance doivent être respectées à l'exception des adaptations décrites à l'annexe.
3. La RSGE participante peut offrir des places subventionnées ou non subventionnées.
4. La RSGE doit détenir une police d'assurance responsabilité civile lui permettant d'offrir une prestation de services, (art. 51 [9], RSGEE).
5. Le projet doit être d'une durée minimale de deux ans et d'une durée maximale de trois ans.
6. Dans le cas d'un partenariat entre plusieurs RSGE dans un local de la communauté, le nombre maximal d'enfants pouvant être reçu en même temps est fixé à 12. Dans une résidence privée, le nombre maximal d'enfants pouvant être reçus en même temps est fixé à 9.
7. Le projet doit se faire dans le respect des ententes collectives et de versements des subventions².

Locaux

8. Les locaux fournis par le partenaire de la communauté doivent être conformes à la réglementation en vigueur (Code du bâtiment, réglementation municipale). C'est au partenaire de certifier que le local est conforme et sécuritaire pour offrir de la garde d'enfants.
9. Les locaux fournis par le partenaire de la communauté doivent être aménagés de manière à reproduire un milieu de vie chaleureux, convivial qui reflète l'esprit du milieu familial.
10. L'aménagement des lieux doit respecter les normes décrites à l'annexe.
11. Les locaux où les services sont offerts doivent être convenablement assurés par le propriétaire du local. Celui-ci doit aviser son assureur de la tenue d'un service de garde dans ses locaux.
12. Le projet doit démontrer le respect des normes en matière de santé, de sécurité, de bien-être et de développement des enfants, notamment des articles 98 à 123.0.7 du Règlement sur les services de garde éducatifs à l'enfance (RSGEE) qui s'appliquent à l'ensemble des prestataires de services.
13. La reconnaissance de nouvelles RSGE devrait être évaluée sur la base de l'évaluation des locaux fournis par un partenaire de la communauté où seraient offerts les services de garde plutôt que sur la base des critères liés à la résidence privée.

² Une nouvelle RSGE qui offre des services dans un local offert par un partenaire pourrait bénéficier de l'incitatif financier au démarrage au même titre que si elle opérait dans sa résidence privée.

Ententes

La RSGE participant au projet-pilote doit signer une entente de services avec les parents, une entente de partenariat avec le partenaire propriétaire du local et, s'il y a lieu, une entente de collaboration avec la ou les autres RSGE participant au projet-pilote.

Entente de partenariat

14. L'entente de partenariat doit être signée par toutes les RSGE participant au projet-pilote. Dans le cas d'un remplacement à long terme ou le départ d'une RSGE, sa remplaçante doit signer les ententes pertinentes.
15. L'entente de partenariat doit mentionner clairement la durée prévue du partenariat et à quelle partie incombe notamment la responsabilité de l'aménagement, de la conformité et de l'assurance couvrant les locaux.

Entente de collaboration

16. Dans le cas d'un partenariat entre plusieurs RSGE, une entente de collaboration signée par toutes les RSGE est exigée pour baliser les responsabilités de chacune (départ d'une RSGE, fourniture du matériel, horaire de travail, etc.). Les conditions de l'entente de collaboration doivent également se refléter dans l'entente établie avec les parents et dans celle établie avec le partenaire.

Entente de services avec les parents

17. Chaque RSGE est responsable de son entente de services avec les parents.
18. Chaque RSGE ne peut avoir plus de six enfants en même temps sous sa responsabilité (neuf si elle a une assistante).
19. L'entente de services avec les parents doit clairement indiquer qu'il s'agit d'un projet-pilote ainsi que la durée prévue du projet-pilote.

Responsabilités du bureau coordonnateur

Dans le cadre du projet-pilote, le BC s'engage à :

1. Mobiliser la communauté pour susciter des partenariats visant la mise à disposition de locaux pour les projets de RSGE en communauté.
2. Solliciter et évaluer les candidatures de RSGE qui font une demande de participation à un projet-pilote.
3. Déterminer si les lieux répondent aux exigences d'aménagement (voir annexe) et permettent d'assurer la santé, la sécurité et le bien-être des enfants (RSGEE, art. 53). À noter que la responsabilité liée au respect du Code du bâtiment et de la réglementation municipale incombe au partenaire.
4. S'assurer que les aires où les enfants et les parents seront appelés à circuler pour se rendre au local, à l'intérieur comme à l'extérieur du bâtiment, sont conformes et sécuritaires (ex : armes à feu, produits dangereux, équipements industriels).
5. S'assurer que l'entente ou le bail signé entre la RSGE et le partenaire respecte les conditions dictées dans la présente directive (durée, exigences d'aménagement, assurance, etc.).
6. Soutenir la ou les RSGE sur le plan opérationnel, notamment dans la mise en place des services.
7. Accompagner sur demande les RSGE avec du soutien pédagogique et technique adapté au projet-pilote.
8. Lorsque des RSGE sont partenaires dans un même local, les visites de conformité (3 visites annuelles) s'effectuent pour les deux RSGE en même temps.

Une fois le projet-pilote-approuvé par le Ministère, le BC doit exercer l'ensemble de ses fonctions auprès des RSGE en communauté, en adaptant celles-ci au contexte du projet-pilote.

Remarque

Dans le cas d'un partenariat entre RSGE, si des contraventions sont constatées, les RSGE partenaires recevront un avis de contravention. Si la contravention est d'ordre administratif ou pédagogique, seule la RSGE concernée recevra un avis de contravention.

Dépôt d'un projet

Pour être soumis à l'analyse, le projet doit être présenté dans le formulaire prévu à cet effet. Le dossier doit être complet, compréhensible et fondé sur des données probantes exactes. Il doit comprendre une description du projet et de ses objectifs, démontrer la manière dont il répond aux critères de réalisation de la présente directive, proposer un calendrier de réalisation et établir les retombées escomptées pour les RSGE participantes ainsi que pour les parents utilisateurs. Pour permettre l'analyse du projet-pilote, le local dans lequel le projet se déroulera doit être trouvé, mais il est possible de présenter une demande même si la ou les RSGE ne sont pas encore identifiées.

Remarques

Le Ministère pourra, au besoin et avant l'analyse des projets, exiger les renseignements ou les documents complémentaires qu'il juge pertinents.

Le Ministère ne remboursera aucuns frais liés à la mise sur pied d'un projet-pilote.

Un projet-pilote est d'une durée maximale de trois ans à partir de la date à laquelle il a été autorisé, ou d'une durée qui n'excède pas sa durée prévue. Son renouvellement annuel doit être approuvé par le Ministère.

Analyse des projets

Les projets soumis dans le cadre du projet-pilote seront analysés par un comité d'analyse au sein du Ministère.

L'analyse portera sur les critères suivants :

1. Le respect de l'esprit du milieu familial (ratio, groupes multiâges, stabilité de la RSGE) ;
2. La qualité globale du projet proposé (local, partenariat, milieu de vie) ;
3. L'effet anticipé du projet sur l'augmentation ou la stabilisation de l'offre de services de garde en milieu familial sur le territoire et la satisfaction des familles ;
4. La viabilité du projet dans le milieu ;
5. La pertinence par rapport aux objectifs énoncés dans le projet-pilote.

Suivi et évaluation des projets-pilotes

Considérant que les projets-pilotes visent à expérimenter ou à innover en matière de services de garde, le BC s'engage à fournir l'information nécessaire au Ministère ou au partenaire que celui-ci mandatera pour assurer le suivi et l'évaluation des différents projets autorisés en vertu de la présente directive, selon le cadre établi.

En plus de l'information que doit transmettre le BC, le suivi et l'évaluation des projets pourraient nécessiter qu'il sonde les RSGE, les parents et les partenaires.

Renouvellement annuel

Après chaque année d'activités, le BC devra soumettre une reddition de comptes partielle comprenant une recommandation au Ministère, qui autorisera ou non la poursuite du projet-pilote.

Évaluation finale

Le BC devra fournir une reddition de comptes finale au Ministère à la fin du projet-pilote.

Au terme de la réalisation de l'ensemble des projets-pilotes autorisés en vertu de cette directive, le Ministère ou son mandataire produira un rapport final qui présentera des recommandations sur les suites à donner.

Responsabilité de l'application de la directive

La Direction de l'encadrement du réseau et de la qualité des services

Entrée en vigueur

Cette directive entre en vigueur à compter du 1^{er} avril 2022. Elle est mise à jour le 17 mai 2022.

Annexe : Exigences minimales

Aménagement des locaux dans le cadre du projet-pilote

1. Les locaux doivent être consacrés exclusivement à la prestation des services de garde.
2. Pendant les heures d'ouverture, l'accès aux locaux doit être contrôlé en tout temps et limité aux personnes offrant et recevant les services de garde (RSGE, BC, parents et enfants reçus).
3. Le contrôle et l'accès des lieux devront en tout temps être adaptés pour prendre en compte la réalité du milieu de vie ; le contrôle de l'accès direct aux locaux où sont les enfants doit être exigé, mais pas pour l'immeuble dans son entièreté (art. 114 RSGEE).
4. Les locaux doivent être aménagés pour refléter un espace de vie familial. Ils doivent comporter minimalement :
 - a. Un réfrigérateur et un four à micro-ondes ;
 - b. Un espace pour prendre les repas et les collations ;
 - c. Une salle de bain avec une toilette et un lavabo ou alors une salle de bain à proximité du local à usage exclusif des enfants du service de garde ;
 - d. Un espace éclairé et lumineux pour les jeux et les activités des enfants ;
 - e. Un accès à un espace de jeu extérieur ou à un parc à proximité ;
 - f. Un espace pour les siestes ;
 - g. Un lit avec montants et barreaux ou un parc pour enfant à l'intention de chaque enfant de moins de 18 mois ;
 - h. Un lit de camp ou un matelas couvert d'une housse lavable appropriée à sa taille, à l'intention de chaque enfant de plus de 18 mois ;
 - i. Un téléphone fonctionnel et accessible afin que les parents puissent joindre les RSGE en tout temps durant la prestation de services ;
 - j. Une liste de numéros de téléphone d'urgence bien en vue et dans un endroit accessible ;
 - k. Une trousse de premiers soins conforme à l'annexe I du RSGEE ;
 - l. Des détecteurs de fumée et de monoxyde de carbone fonctionnels dans le local et dans la chambre à coucher (ou conformément aux exigences du Code du bâtiment, le cas échéant).

Adaptations aux normes de reconnaissance des RSGE participant à un projet-pilote d'un service de garde en communauté

La RSGE participant à un projet-pilote en communauté doit respecter les conditions et modalités de la reconnaissance, avec les adaptations suivantes :

1. Le local du projet-pilote remplace la condition de la reconnaissance relative à la résidence privée (art. 51 [6], 60 [6] RSGEE).
2. La RSGE peut fournir des services de garde en partenariat avec une autre RSGE en même temps et dans le même local (art. 51 [6.1] RSGEE).
3. Dans un local fourni par la communauté, au plus 12 enfants peuvent être reçus en même temps dans un local partagé (art. 52 [1] LSGEE) dont l'espace est suffisant (art. 51 [6] RSGEE), et chaque RSGE partenaire peut avoir un maximum de 6 enfants, dont 2 poupons, en même temps sous sa responsabilité (art. 52 [2] LSGEE).
4. La RSGE peut avoir une assistante uniquement si elle est seule dans le projet-pilote (art. 52 [2] LSGEE, 54 à 55 RSGEE, 81 à 83 RSGEE).
5. Les RSGE participantes doivent être reconnues par le BC du territoire où le projet-pilote se déroule.
6. Remplacements :
 - a. Une RSGE peut être remplacée par sa RSGE partenaire participant au projet-pilote (art. 51 [2], 81 à 83 RSGEE) en autant que le ratio soit respecté (ex. : lors de la période d'arrivée ou de départ des enfants). Ce remplacement n'est pas comptabilisé dans le 20 % de remplacement occasionnel.
 - b. Une RSGE qui se fait remplacer par une remplaçante occasionnelle qui n'est pas sa RSGE partenaire, doit appliquer les mêmes procédures (remplir le registre de remplacement, dossier complet, etc.) que pour toute RSGE qui opère dans une résidence. Ce remplacement est comptabilisé dans le 20 % de remplacement occasionnel.
 - c. Afin de permettre la poursuite du projet-pilote, une RSGE qui s'absente pour une longue période (au-delà de 20 % de remplacement occasionnel ex. : grossesse, maladie) doit demander une suspension de sa reconnaissance en vertu de l'article 79 du RSGEE. Elle peut mettre fin définitivement à sa participation au projet ou choisir de revenir ultérieurement. Le BC s'engage dans la démarche pour trouver en priorité une nouvelle

RSGE pour la durée de la suspension ou jusqu'à la fin du projet-pilote, selon le choix de la RSGE suspendue. La personne identifiée par le BC pour remplacer devra faire des démarches pour obtenir sa reconnaissance (s'il y a lieu) et signer l'entente de partenariat avec le partenaire et l'entente de collaboration avec la RSGE le cas échéant.

7. Les RSGE partenaires doivent s'engager par écrit à participer au projet-pilote en signant l'entente avec le partenaire et l'entente de collaboration. En cas de désistement, elles doivent en informer le BC 30 jours à l'avance (art. 78, RSGEE), sauf en cas de maladie ou maternité.
8. La durée du projet-pilote et la durée de la reconnaissance ne sont pas liées.
9. La RSGE doit s'assurer que le plan d'évacuation est en lien avec celui du milieu dans lequel la prestation de services est donnée (art. 90 et 91 du RSGEE).
10. La police d'assurance responsabilité de la RSGE doit couvrir les activités de la RSGE qui offre un service de garde en communauté et de toute RSGE partenaire qui la remplace ainsi que la remplaçante occasionnelle ou d'urgence (art. 51 [9] RSGEE).
11. Lorsque les services de garde sont fournis dans un local fourni par la communauté, les vérifications d'absence d'empêchement sont requises pour les RSGE partenaires utilisant le local pour la prestation de services de garde, ainsi que pour la remplaçante occasionnelle et les stagiaires ou bénévoles qui se retrouvent régulièrement dans le local (les membres de la famille et les personnes habitant avec la RSGE ne sont plus visés par cette exigence) (art. 51 [10], 55, 60 [13] RSGEE). De même, il n'est plus requis de passer des entrevues avec les membres de la famille de la RSGE et les personnes avec qui elle habite (art. 53, RSGEE).
12. Dans le cas où les services sont offerts dans une résidence privée habitée, les vérifications d'absences d'empêchement et les entrevues avec les membres de la famille demeurent.